



**ÉTUDE SUR L'IMPACT DE
LA CRISE SUR
LES ORGANISATIONS DE
LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS L'UE**

*RISQUES ET OPPORTUNITÉS
RÉSUMÉ*



Comité économique et social européen

Étude sur l'impact de la crise sur les organisations de la société civile dans l'UE – Risques et opportunités

30 novembre 2012

La présente étude a été menée par les professeurs Jamal Shahin, Alison Woodward et Georgios Terzis (IES-VUB) à la suite d'un appel d'offres lancé par le Comité économique et social européen. Les informations et points de vue qui y figurent n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Comité économique et social européen. Le Comité économique et social européen ne garantit aucunement l'exactitude des informations contenues dans cette étude. Ni le Comité économique et social européen, ni aucune personne agissant en son nom ne sauraient être tenus pour responsables de l'usage qui pourrait en être fait.

Point de contact pour de plus amples informations:

Prof, dr Jamal Shahin, IES-VUB, Pleinlaan 2, B-1050, Bruxelles BELGIQUE

jamal.shahin@vub.ac.be

téléphone (secrétariat): +322 614 8001

Résumé succinct

Cette étude porte sur l'état de la société civile et sur la manière dont les organisations de la société civile ont été affectées par la crise financière. Au moyen d'une analyse des données collectées à partir de nombreux rapports et d'autres sources de documentation, d'interviews approfondies de représentants de différentes organisations et de leaders d'opinion, et grâce aux réponses apportées à un questionnaire, l'étude fait apparaître une variété de réactions de l'ensemble de la société civile européenne.

Cette diversité est toutefois l'une des sources de richesse de cette étude, qui montre quelques exemples de la manière dont différentes OSC ont réagi à la crise. De la Roumanie à la Belgique, les OSC font face de différentes manières aux conséquences de la crise financière. Nous avons dégagé de cet exercice les principaux défis et les principales opportunités susceptibles d'être utiles à une discussion au niveau de l'Union européenne.

Peut-être la crise financière et économique, qui se profile désormais comme une crise fondamentale du rôle de l'UE dans la société européenne, peut-elle être considérée comme **l'occasion de rajeunir la société civile et de l'orienter vers des rôles différents, potentiellement plus productifs et coopératifs dans les processus décisionnels**. Comme cela est évoqué dans l'étude, nous pourrions même commencer à repenser la participation démocratique de la société civile à l'élaboration des politiques. Nous montrons qu'il existe un potentiel pour que la société civile, sous toutes ses formes, facilite l'engagement des citoyens européens dans l'optique d'une vie meilleure, plus constructive, engagée et épanouissante.

Principales conclusions et analyse

Principales conclusions: impact de la crise financière

Financement	Voix	Opportunités	Engagement
- réductions au niveau local	- former des alliances afin d'être entendu dans les processus décisionnels	- moins d'interactions avec les décideurs politiques	- hausse du chômage
- stabilité du financement de la part de l'UE	- coopération dans la gestion des ressources	- transfert au ministère des finances de l'interaction avec les OSC	- davantage de chômeurs à court terme et possédant des qualifications s'engagent dans le volontariat
- modèles économiques alternatifs			- davantage de demandes de soutien de la part de chômeurs
- impact plus dur pour les OSC de petite taille et/ou locales			

Les principales conclusions du rapport sont subdivisées en quatre domaines spécifiques où la relation entre les OSC et les institutions et décideurs politiques peut être affectée: financement, voix, opportunités et engagement.

En termes de **financement**, nombre d'OSC n'ont pas (encore) ressenti toutes les conséquences de l'austérité. Toutefois, le risque est constant que la diminution des financements intervienne "bientôt". Les OSC les plus touchées par l'austérité sont les organisations de petite taille actives au niveau local, qui ont déjà dû faire face aux restrictions budgétaires des autorités locales et régionales. Dans certains domaines, l'acquisition de financements publics est devenue un jeu à somme nulle, où les OSC sont souvent opposées les unes aux autres afin d'obtenir une fraction des financements limités qui sont disponibles. Curieusement, les financements émanant de l'UE sont considérés comme comptant parmi les plus fiables pour ce qui est de l'acquisition par les OSC éligibles d'une source régulière (quoiqu'exigeante) de financements publics. Par ailleurs, la question du financement est l'un des principaux facteurs qui ont encouragé certaines OSC à se tourner vers des modèles économiques différents afin de survivre. Certaines OSC qui dépendaient de financements étatiques/publics se sont tournées vers d'autres modèles tels que le prélèvement de cotisations afin de mettre en oeuvre des pratiques durables.

En phase avec des manières novatrices de se financer, certaines OSC se sont rendu compte qu'en forgeant des alliances et créant des réseaux les unes avec les autres, elles accroissent la possibilité de

faire entendre leur voix dans des domaines toujours plus étendus. Certaines OSC, notamment au niveau local, collaborent avec d'autres dans leurs domaines d'intérêt, plutôt que de travailler de manière isolée et davantage fermée. Cet environnement collaboratif a amené à la création de "fronts" assez étendu sur lesquels les OSC peuvent travailler de concert afin de garantir qu'elles fassent preuve d'efficacité quant à la gestion des ressources dont elles disposent et à leurs interactions avec les décideurs politiques qui opèrent également dans un environnement très incertain et risqué.

La crise socio-économique déclenchée par la crise financière en Europe a entraîné une nécessité accrue pour les OSC de travailler en collaboration avec les gouvernements afin de résoudre les problèmes pressants qui sont notamment apparus en raison de la crise financière. La plupart des répondants au questionnaire et des personnes interrogées estiment que les **opportunités** de parler aux décideurs politiques ou, plus précisément, d'interagir avec les institutions politiques, sont en nette diminution. Cela est dû aux restrictions budgétaires appliquées par les gouvernements dans des domaines d'action spécifiques. La plupart des vecteurs de communication en ce qui concerne le financement des activités des OSC répondent maintenant à une "langue différente". Toutefois, les OSC répondent à ce phénomène en continuant à développer l'approche par lesquels elles interagissent avec les institutions politiques. Cela suppose **une meilleure communication, un savoir-faire managérial accru et une flexibilité dans le discours utilisé** afin d'inclure des termes tels que "retour sur investissement" et d'autres notions orientées sur des projets/la finance: en bref, la société civile sort de cette crise plus forte et mieux équipée pour faire face à cette période d'incertitude et de risque, quoique les soutiens publics restent nécessaires.

L'**engagement** des citoyens dans les OSC suite à la crise financière présente deux facettes. Bien entendu, pour les syndicats et d'autres associations d'employés, la hausse du chômage fait qu'il y a beaucoup plus de personnes qui demandent à certaines OSC de les soutenir. Dans de nombreux domaines, nombre de travailleurs retrouvent un emploi, mais les conditions de leur contrat de travail sont différentes de celles qui prévalaient avant la crise. Toutefois, dans certains secteurs (c'est par exemple le cas pour les OSC qui travaillent dans des domaines liés aux TIC), l'augmentation du nombre de chômeurs à court terme dotés de qualifications a provoqué une augmentation du nombre de volontaires, personnes qui ont maintenant du temps à consacrer au volontariat en parallèle à leur recherche d'emploi. En ce sens, la société civile et les individus qui la constituent sont devenus beaucoup plus novateurs, créatifs et engagés du point de vue social.

Risques pour la société civile

Les risques soulevés par l'impact de la crise sont différents pour différentes familles d'OSC. Premièrement, **tandis que les OSC les plus grandes (d'envergure mondiale) semblent relativement ne pas avoir trop souffert de la crise des financements, nombre d'OSC de plus petite taille agissant au niveau local éprouvent beaucoup de difficultés à passer de modèles de financement fort dépendants des collectivités locales à d'autres où les financements proviennent d'autres sources.** Cet argument est également valable pour les pays où la société civile est solidement ancrée dans les structures institutionnelles publiques, par l'intermédiaire des conseils et économiques et sociaux nationaux, par exemple.

Le risque pour les plus petites OSC de se perdre dans la cacophonie est rendu plus aigu encore à certains égards par l'approche de certains gouvernements par rapport à l'austérité (en particulier au Royaume-Uni et en Grèce). Les forums de discussion entre les OSC et les décideurs sont délaissés au profit de l'"intérêt économique"; il en résulte que des relations politiques existant de longue date sont transformées en interactions entre la société civile et le gouvernement faisant la part belle aux préoccupations concernant la responsabilité financière. Dans de nombreux cas, le discours des décideurs politiques s'est modifié, des notions telles que l'efficacité (économique) et le retour (social) sur investissement remplaçant des concepts plus larges de solidarité et d'utilité publique.

Cela a également une incidence sur la relation entre les individus et la société civile, au moment où la société traverse un ensemble complet de changements dans le cadre desquels l'engagement est très difficile à codifier. La tendance semble être à ce que les individus soient plus passifs en ce qui concerne les valeurs sociétales, et **cependant davantage disposés à s'engager sur des questions spécifiques qui leur tiennent à coeur.** Le risque dans cette situation est que les organisations de la société civile ne doivent commencer à "se faire concurrence" pour l'attention des individus, comme si elles vendaient une prise de conscience sociale.

Opportunités

Malgré ces menaces, qui représentent dans certains cas des risques bien réels, la crise a également donné lieu à des réactions positives de la part des OSC et vis-à-vis de celles-ci. Ces réponses sont généralement liées à un processus de maturation du concept de société civile européenne. Des possibilités évidentes existent pour encourager une appropriation partagée et accroître les responsabilités des OSC dans l'UE, en tenant dûment compte de la nécessité qu'elles rendent compte de leurs actions. Les OSC ont aujourd'hui une occasion unique de renforcer leur message et de montrer qu'elles peuvent fonctionner conjointement,

de manière plus cohérente et intersectorielle, pour contribuer à résoudre certains des problèmes auxquels l'Europe est confrontée depuis longtemps.

Nous avons également une opportunité unique d'utiliser le moment de la crise financière pour susciter un approfondissement du débat sur la manière dont la société civile dans son ensemble se situe par rapport aux décideurs politiques, en étudiant en particulier la manière dont nous pouvons développer des cadres qui faciliteront la promotion et le soutien des innovations non institutionnelles au sein des cadres institutionnels des CES nationaux ainsi qu'au niveau de l'UE.

Recommandations

- Penser davantage à l'engagement et à la participation du citoyen dans les OSC afin de garantir que nous maintenions une société active et démocratique fondée sur les principes de la justice, de l'égalité et l'équité.
- Développer des mécanismes visant à encourager et à soutenir à partir de la base des actions pouvant être rendues durables: "organiser sans formaliser". À cette fin, il est nécessaire tout d'abord de reconnaître que la société civile est de plus en plus non structurée, mobile, et que très souvent, à dessein, elle n'est pas intégrée dans un cadre institutionnel.
- Encourager un engagement et des interactions horizontales entre différents groupes de la société civile, en fournissant des opportunités pour que de telles initiatives soient développées au niveau local et national. Le rôle des CES nationaux et organismes similaires revêt une grande importance à cet égard.
- Garantir que cet engagement couvre les différents groupes du CESE, afin de garantir que le bénéfice maximum soit retiré des différents niveaux de besoins, tout en maximisant les possibilités d'engagement.
- Accroître la professionnalisation des OSC: meilleure organisation, stratégies renforcées de communication meilleure efficacité dans la réalisation des objectifs (là où cela s'applique) et organisation des *back offices*, afin de garantir que le "discours" approprié soit utilisé dans les rapports avec les décideurs politiques.
- Aider les CES nationaux et institutions similaires à s'engager dans le soutien aux activités de la société civile dans leur région et leur pays en renforçant le réseautage et les relations au sein de leurs partenaires européens et entre ceux-ci. Ce message doit être plus largement diffusé au niveau national et infranational par différents moyens, peut-être en trouvant des manières plus créatives d'utiliser les médias sociaux.



Comité économique et social européen

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et Publications"
EESC-2013-13-FR

www.eesc.europa.eu

FR



doi:10.2864/33194